

Au seuil du XXI^{ème} siècle, le problème énergétique reste une donnée essentielle pour un futur acceptable par nos enfants, pour ce développement qu'il est convenu maintenant d'appeler "durable". L'énergie est en effet présente dans la totalité des objets et services que nous consommons.

Et par ses modes de production, elle joue un rôle fondamental dans l'évolution du climat qui préoccupe aujourd'hui, et de plus en plus, les scientifiques et les politiques. En simplifiant, on peut ramener cette question à quelques remarques relativement simples : on sait que les énergies que les nations utilisent depuis le XIX^{ème} siècle sont des énergies fossiles (pétrole, gaz naturel, charbon, lignite...) et qu'en les brûlant, on libère dans l'atmosphère des quantités impressionnantes de gaz qui sont pour la plupart des gaz "à effet de serre" - traduisez en clair : qui, piégeant la chaleur solaire, font se réchauffer la planète au risque de modifier de façon irréversible les climats que nous connaissons.

Certes, il n'y a pas que l'utilisation de ces énergies qui stimule l'effet de serre : l'émission du méthane des rizières, et bien d'autres activités sont aussi génératrices de ce type de gaz. Mais c'est évidemment le problème des énergies fossiles, par son énormité, qui polarise l'attention de tous. Et les solutions ne sont pas simples.

En effet, la civilisation industrielle s'est organisée sur leur consommation de plus en plus intensive, directe - les voitures, poids lourds, chaudières, etc... - ou indirecte - l'électricité produite à partir de ces mêmes combustibles et de plus en plus utilisée dans les systèmes modernes (climatisation de l'habitat, transports en commun, électroménager, etc...).

On comprend donc qu'il n'y a pas mille façons de corriger le tir. Il y a le recours à ce que l'on appelle les énergies renouvelables - en bref : l'éolien (le vent), le bois (la forêt), le soleil direct (chauffe-eau solaire) ou indirect (architecture "bioclimatique"), la géothermie, l'électricité photovoltaïque... L'inconvénient de ces énergies est leur potentialité modeste, en comparaison avec ces gouffres à énergie que sont les grandes machines modernes. Et puis, tard venues (hélas !) dans les préoccupations des hommes, elles n'en sont souvent encore qu'à un stade initial, donc chères.

Bien sûr, on voit venir, avec leurs gros sabots, les promoteurs de LA solution, c'est-à-dire du nucléaire ! Le nucléaire, lui, n'émet pas de gaz à effet de serre !

Argument massif, répété jusqu'à satiété par ses défenseurs, et qui emplit périodiquement (à nos frais, chers adhérents !) l'écran de la télé familiale. L'ennui, c'est que le nucléaire présente lui aussi un certain nombre d'inconvénients : le risque, d'abord. Loin d'être aussi faible qu'on veut bien l'affirmer, il commence enfin, en France, à être pris au sérieux, sous NOTRE pression ! Ne l'oubliez pas, aucun assureur n'accepte de vous couvrir contre le risque nucléaire, comme pour la guerre civile ! Et, croyez-le, si les assureurs ont pris cette position, laissant à l'Etat - c'est-à-dire à nous-mêmes ! - le soin de nous assurer, c'est parce que l'incertitude sur les effets d'un accident sont énormes. Tchernobyl, hélas, l'a souligné. Où soufflera le vent le jour où une centrale bien de chez nous aura le mauvais goût de cracher ses becquerels ? Et même sans accident, l'industrie nucléaire s'est auto-autorisée à rejeter dans l'environnement des effluents radioactifs, dont nul ne peut affirmer que l'accumulation ne sera pas, à terme, dangereuse. Et puis, il y a les déchets. Problème toujours pas résolu, alors même que dans un monde que l'on sait instable (terrorisme, prolifération nucléaire...), ils constituent un enjeu de taille : que faire du plutonium, que fabrique par dizaines de tonnes la filière de retraitement choisie par la France et que, contrairement à ce qui est affirmé, on ne "brûle" que très partiellement dans nos centrales ? Et que faire de ces déchets encombrants qu'il faudra gérer des siècles, des millénaires ? Beau cadeau, en vérité, pour nos arrière-arrière-arrière-petits-fils ! Et puis faut-il oublier que l'uranium, lui aussi, est fossile, et qu'en admettant que le monde se mette au nucléaire, il n'y en aura pas pour tous, et qu'il deviendra alors un enjeu mortel, comme le pétrole. Sans compter les trous dans le paysage, comme chez nos voisins du Limousin... Alors, pas de solutions ? La question suggère plusieurs observations.

La première, c'est une évidence : il faut que nos sociétés économisent l'énergie. C'est d'ailleurs le sens du progrès. La calculatrice de nos lycéens d'aujourd'hui utilise des milliers de fois moins d'énergie que celles des savants de Los Alamos qui fabriquèrent en 1945 la bombe atomique : elle contient aussi très peu de matière première. Mais elle a mobilisé une formidable quantité de matière grise. C'est la bonne voie, comme les lampes à basse consommation, les maisons solaires, les éoliennes modernes... Les chocs pétroliers de 1973/79 avaient déclenché un effort très positif dans ce sens, en France comme ailleurs. Le retour à l'abondance énergétique nous a fait perdre la mémoire, les efforts ont cessé. Il est grand temps de nous ressaisir et de promouvoir à nouveau la maîtrise de l'énergie. Et pas besoin de gouvernement pour amorcer la pompe : il suffit pour commencer de fermer les portes, d'éteindre les lampes inutiles, et de mettre un pull-over au lieu de pousser le chauffage...

La deuxième, c'est de repenser l'organisation de la vie : substituer les transports en commun à la frénésie automobile. C'est un énorme problème. Mais aussi contester le système que les entreprises, dans leur chasse au profit, ont plébiscité : celui du "juste à temps", qui conduit sur nos autoroutes des milliers de poids lourds le pied au plancher, jour et nuit, pour livrer juste à temps les pièces détachées fabriquées aux quatre coins de l'Europe ou du monde pour être montées à l'heure pile sur les chaînes de fabrication. Ces mêmes entreprises qui, le prix des énergies étant très, trop bas, délocalisent leurs établissements aux quatre coins de la planète, attirés par les salaires du tiers-monde. Trouvez-vous normal qu'un lapin électrique vendu pour Noël 50 francs aux Galeries Lafayette soit fabriqué... en Chine ? Avez-vous un instant imaginé le salaire versé au Chinois qui l'a fabriqué, à l'autre bout de la planète ?

Et pourquoi, tant qu'on y est, ne pas repenser la façon de faire fonctionner l'agriculture ? Combien d'énergie pour fabriquer les farines d'alimentation animale dont on sait les péripéties, et les engrais dont crève notre eau, alors qu'un banal élevage sur herbage ferait mieux et pour moins cher ? Alors vive nos amis de la Confédération paysanne et leur combat qui est aussi le nôtre ! Mais comment faire pour imposer enfin, contre Monsanto et Mac Donald, une agriculture saine ?

Voyez où mène la réflexion sur l'énergie ! Mais au fait, pourquoi cet éditorial ? Pour vous dire qu'on a failli voir adopter en catimini, il y a quelques jours, un tout nouveau, tout beau programme nucléaire français ! Avec la commande d'un beau réacteur tout neuf, un prototype : l'EPR*, dont la toute nouvelle société née - avec la bénédiction gouvernementale - de la fusion du Français Framatome avec l'Allemand Siemens a le plus urgent besoin pour ne pas mettre la clé sous la porte. France Nature Environnement, avec toute une série d'associations françaises et européennes, avec les Verts, etc... s'était préparée à manifester à Paris le 28 novembre, et à vous appeler à l'aide. Les affiches, l'appel étaient prêts... Et puis on a appris que le beau projet était reporté à 2004. Il est permis de penser que l'énorme mobilisation qui se préparait a fait réfléchir certains.

Mais d'ici 2004, chers adhérents, réfléchissez à tout ce qui précède. Car ce n'est que partie remise. Nucléaire ou pas ? Si oui, quel nucléaire et comment ? Si non, que faire et quand ? Il n'est que temps de nous y mettre. S.O.N. est à votre écoute.

Pierre DELACROIX,
Président

* European Pressurized Reactor (Réacteur à Eau Pressurisée)